

(N° 331)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 6 JUIN 1923.

Proposition de loi dispensant les administrations communales de publier, par affiches ou en autographie, les listes électorales en 1923 ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE ⁽²⁾, PAR M. PUSSEMIER.

MESSIEURS,

M. Pepin et quelques collègues vous proposent de décider que « par dérogation aux articles 53 et suivants du Code électoral, il ne sera pas procédé en 1923 à la revision des listes électorales. »

Cette proposition de loi fut discutée en Section en même temps que l'amendement présenté par M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Hygiène.

La proposition de loi fut adoptée à l'unanimité des membres présents dans les 1^{re}, 2^e, 3^e et 4^e Sections.

L'amendement proposé par M. le Ministre de l'Intérieur fut adopté par 7 voix contre 2 et une abstention en 5^e Section.

La 6^e Section, à l'unanimité, a adopté la proposition et l'amendement.

*
* *

La loi du 1^{er} août 1922, qui a suspendu les articles 53 et suivants du Code électoral pour la revision des listes électorales en 1922, a dispensé formellement les communes de l'obligation de publier des listes électorales; par voie de conséquence, elle ajournait les opérations de la revision proprement dite, c'est-à-dire l'arrêt provisoire et définitif des listes, les instances devant les collège des bourgmestres et échevins et des Cours d'appel.

(1) Proposition de loi, n° 281.

Amendement du Gouvernement, n° 288.

(2) La Section centrale, présidée par M. BERTRAND, était composée de MM. JOUREZ (Léon), GOLENAUX, DE WOUTERS D'OPLINTER, PUSSEMIER, CUELENAERE et HEYMAN.

Mais il avait été entendu, et la circulaire ministérielle du 2 août 1922 prise en exécution de la loi du 1^{er} août le constate, que, si par suite de la suppression des formalités de la revision, les collèges des bourgmestre et échevins étaient mis dans l'impossibilité de prendre régulièrement des décisions qui modifiaient les notes électorales qui étaient en vigueur, les administrations communales ne pouvaient négliger le travail important de la tenue à jour des éléments qui devaient servir à dresser les prochaines listes électorales.

M. Pepin et ses collègues proposent d'agir en 1923 comme on l'a fait en 1922.

Le Gouvernement, par l'amendement déposé par M. le Ministre de l'Intérieur, propose de ne pas obliger les communes à imprimer des listes électorales nouvelles mais d'imposer à leurs administrations de procéder régulièrement à certaines opérations préparatoires que comporte la confection d'une liste.

En d'autres termes :

Les citoyens seraient immédiatement invités par voie d'affiches à produire pour eux-mêmes ou pour des tiers les titres justifiant l'inscription aux listes si celles-ci ne comprennent pas le nom de l'intéressé (art. 94 du Code électoral).

Du 1^{er} juillet au 31 août le collège des bourgmestre et échevins procéderait à une revision des listes qui sont en vigueur; il y maintiendrait ou il y inscrirait soit d'office, soit sur demande, ceux qui réunissent les conditions de l'électorat (art. 55 du Code électoral).

Les listes seraient arrêtées provisoirement le 31 août.

Depuis le 3 septembre elles seraient déposées jusqu'au 31 janvier 1924 à l'inspection du public et deux copies seraient transmises aux commissariats d'arrondissement (art. 69 du Code électoral).

Le dépôt des listes provisoires serait porté à la connaissance des citoyens et ceux-ci seraient invités à adresser au collège des bourgmestre et échevins avant le 31 octobre toutes réclamations auxquelles les listes pourraient donner lieu (art. 73 du Code électoral).

Le collège statuerait sur les réclamations avant le 30 novembre au plus tard (Art. 77 du Code électoral).

Les listes seraient closes le 30 novembre (art. 81 du Code électoral).

En d'autres termes, d'après le projet du Gouvernement, la revision de 1923 se ferait, en principe, conformément aux dispositions du chapitre I^{er} du titre III du Code électoral qui règlent la manière dont le collège des bourgmestre et échevins procède à la revision annuelle des listes.

Aux dispositions du Code électoral qui sont en vigueur et qui seraient appliquées en 1923, il serait apporté les dérogations suivantes :

1° Les listes qui doivent être soumises à l'inspection du public ou qui doivent être transmises aux commissaires d'arrondissement ne seraient pas imprimées ou autographiées. Elles pourraient être constituées au moyen d'exemplaires des listes en vigueur qui auraient été rectifiés à la main;

2° Les listes qui seraient dressées en exécution de la loi dont le vote est sollicité serviraient de base, lors de la prochaine revision, au travail à effectuer par le collège des bourgmestre et échevins;

3° La notification qui devrait être faite aux électeurs rayés ne serait effectuée que si cette radiation était maintenue lors de la prochaine revision des listes électorales

Il va de soi que l'amendement du Gouvernement apporte également aux textes du chapitre du Code électoral qui seront appliqués les amendements qui sont imposés par la suppression du vote plural, l'adoption du vote féminin à la commune et l'existence d'un régime électoral spécial pour la province.

La proposition de M. Pepin et le projet du Gouvernement ont ceci de commun : ils n'imposent pas aux communes la charge énorme de la publication de listes dont il ne sera probablement pas fait usage ; les deux ont pour but de ménager les finances communales.

Il est probable que si la Chambre avait été saisie déjà maintenant du projet de revision du Code électoral, la proposition de M. Pepin aurait pu être accueillie ; les dispositions essentielles de la procédure de revision auraient été connues ; les administrations communales auraient pu réunir les éléments qui serviraient en 1924 à la confection des listes à employer au cours des élections de 1925.

Tel n'est pas le cas ; il est peu probable que la préparation des listes pour 1925 puisse commencer avant juin 1924. Or, comme en Belgique la garantie principale de l'exactitude des listes est principalement due aux longs délais pendant lesquels le public — en l'occurrence les associations politiques — en contrôle les données, si l'on veut que les administrations communales puissent terminer la tâche qui leur est imposée entre le 1^{er} juin et le 3 septembre 1924 (délais à respecter si le Code électoral n'est pas révisé), il faut officiellement pousser plus à fond la revision en 1923 qu'on ne l'a fait en 1922.

Pour ce motif la Section centrale a l'honneur de vous proposer de voter le texte de l'article unique qui vous est soumis par le Gouvernement.

Votre Section centrale tient cependant à faire remarquer que le vote qui vous est proposé constitue un expédient qui est commandé par les circonstances. Il n'est pas bon que la revision des listes électorales soit exclusivement régie par les décisions des administrations communales et les recours qui seront introduits auprès des collèges des bourgmestre et échevins. L'action publique doit pouvoir être intentée devant des juridictions qui sont indépendantes du corps électoral. Aussi votre Commission ne s'est-elle ralliée au projet du Gouvernement que parce que la revision de 1923 servira exclusivement de préparation à la revision de 1924 qui nous donnera des listes dont il sera réellement fait usage.

Au texte proposé par le Gouvernement, votre Commission apporte un amendement.

Aux termes de l'article 69, paragraphe 2, du Code électoral, une copie des listes doit être déposée aux commissariats de police de chaque commune et au secrétariat communal.

Le maintien intégral de cette disposition pourrait avoir cette conséquence que dans les grandes villes il faudrait faire de nombreux exemplaires de la liste.

Il suffit que la liste soit déposée dans un local où le public puisse la consulter, car, en l'espèce, le public est représenté dans l'immense majorité des cas par les délégués des associations politiques.

Aussi, votre Section centrale vous propose-t-elle de décider qu'au texte proposé par le Gouvernement il sera, entre les alinéas 4 et 5, ajouté le texte suivant : *Par dérogation à l'article 69, alinéa 2, le dépôt d'une copie des listes aux commissariats de police n'est pas obligatoire.*

Le présent rapport a été adopté à l'unanimité des membres de la Section centrale.

Le Rapporteur,

LIONEL PUSSEMIER.

Le Président,

L. BERTRAND.

41
(N° 331)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 6 JUNI 1923.

Wetsvoorstel, waarbij de gemeentebesturen in 1923 worden ontslagen van de openbaarmaking der kiezerslijsten door plakbrieven of in autographie ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER PUSSEMIER.

MIJNE HEEREN,

De heer Pepin en enkele medeleden stellen u voor, te beslissen dat « bij afwijking van de artikelen 53 en volgende van het Kieswetboek, in 1923 niet zal worden overgegaan tot de herziening der kiezerslijsten ».

Dit wetsvoorstel werd in de Afdeelingen behandeld te gelijk met het amendement ingediend door den Minister van Binnenlandsche Zaken en Volksgezondheid.

Het wetsvoorstel werd in de 1°, 2°, 3° en 4° Afdeeling eenstemmig aangenomen door al de aanwezige leden.

Het amendement, voorgesteld door den Minister van Binnenlandsche Zaken, werd in de 5° Afdeeling aangenomen met 7 tegen 2 stemmen en 1 onthouding.

De 6° Afdeeling heeft het amendement eenparig aangenomen.

* * *

De wet van 1 Augustus 1922, waarbij de artikelen 53 en volgende van het Kieswetboek werden geschorst voor de herziening der kiezerslijsten in 1922, heeft de gemeenten uitdrukkelijk ontslagen van de verplichte openbaarmaking der kiezerslijsten; als gevolg daarvan verdaagde zij de verrichtingen van de

(1) Wetsvoorstel, n° 284.

Amendement van de Regeering, n° 288.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer BERTRAND, bestond uit de heeren JOUREZ (Léon), GOLENTAUX, DE WOUTERS D'OPLINTER, PUSSEMIER, CUELENAERE en HEYMAN.

eigenlijk gezegde herziening, m. a. w. de voorloopige en definitieve vaststelling der lijsten, de vorderingen voor de colleges van burgemeester en schepenen en voor de Hoven van beroep.

Het was echter verstaan — en dit wordt vastgesteld door den ministerieelen omzendbrief van 2 Augustus 1922 ter uitvoering van de wet d.d. 1 Augustus — dat, zoo het aan de colleges van burgemeesters en schepenen, wegens de afschaffing van de vormvereischten der herziening, onmogelijk mocht zijn, regelmatig beslissingen te nemen tot wijziging der van kracht zijnde kiezerslijsten, de gemeentebesturen niet mochten nalaten, het gewichtig werk te verrichten van het bijhouden der noodige gegevens tot het opmaken van de aanstaande kiezerslijsten.

De heer Pepin en zijne medeleden stellen voor, in 1923 te handelen zooals in 1922 werd gehandeld.

Door het amendement, ingediend door den Minister van Binnenlandsche Zaken, stelt de Regeering voor, de gemeenten niet te verplichten tot het doen drukken van de nieuwe kiezerslijsten, doch aan hunne besturen den last op te leggen, behoorlijk over te gaan tot sommige verrichtingen, welke aan het opmaken eener lijst voorafgaan.

Kortom, er zou gehandeld worden als volgt :

De ingezetenen zouden dadelijk bij plakbrieven uitgenoodigd worden, de stukken tot wettiging van de inschrijving op de lijst voor hen zelf ofwel voor derden over te leggen, indien de lijst den naam van den belanghebbende niet vermeldt (art. 94 van het Kieswetboek).

Van 1 Juli tot 31 Augustus zou het college van burgemeester en schepenen overgaan tot eene herziening der van kracht zijnde lijsten; alwie voldoet aan de gestelde vereischten voor het kiesrecht, zou het op de lijsten behouden of daarop inschrijven hetzij van ambtswege, hetzij op aanvraag. (Art. 55 van het Kieswetboek.)

De lijsten zouden den 31^{en} Augustus voorloopig vastgesteld worden.

Vanaf 3 September tot 31 Januari 1924 zouden zij ter inzage van het publiek neergelegd worden; twee afschriften zouden aan de arrondissementscommissarissen overgemaakt worden. (Art. 69 van het Kieswetboek.)

Het neerleggen van de voorloopige lijsten zou ter kennis van de ingezetenen gebracht worden en dezen zouden verzocht worden, al de bezwaren, waartoe de lijsten mochten aanleiding geven, bij het college van burgemeester en schepenen in te dienen vóór 31 October. (Art. 73 van het Kieswetboek.)

Het College zou over de bezwaren uitspraak doen uiterlijk vóór 30 November (art. 77 van het Kieswetboek).

De lijsten zouden voorgoed vastgesteld worden den 30^{en} November (art. 81 van het Kieswetboek).

Met andere woorden, de herziening voor 1923 zou, volgens het ontwerp van de Regeering, in beginsel geschieden overeenkomstig de bepalingen van Hoofdstuk I, Titel III, van het Kieswetboek, waarbij wordt geregeld op welke wijze het college van burgemeester en schepenen tot de jaarlijksche herziening der lijsten overgaat.

Van de bestaande bepalingen van het Kieswetboek, die in 1923 zouden toegepast worden, zou men afwijken als volgt :

1° De lijsten, die ter inzage van het publiek moeten gelegd of aande arrondissementscommissarissen moeten overgemaakt worden, zouden niet gedrukt of geautographieerd worden. Zij zouden kunnen opgemaakt worden door middel van met de pen verbeterde exemplaren der van kracht zijnde lijsten.

2° De lijsten, vastgesteld ter uitvoering van de wet die de Kamer verzocht wordt aan te nemen, zouden, bij de aanstaande herziening, ten grondslag dienen aan het werk, door het college van burgemeester en schepenen te verrichten.

3° De aanzegging aan de geschrapte kiezers zal alleen dan geschieden wanneer die schrapping bij de aanstaande herziening van de kiezerslijsten mocht gehandhaafd worden.

Het spreekt vanzelf dat het amendement van de Regeering in de teksten van het Kieswetboek, die zullen toegepast worden, de noodige wijzigingen brengt wegens de afschaffing van het meervoudig kiesrecht, de invoering van het vrouwenkiesrecht voor de gemeente en het bestaan van eene bijzondere kiesregeling.

Het voorstel-Pepin en het Regeeringsontwerp hebben dit gemeen : aan de gemeenten leggen zij den ontzaglijken last niet op van de openbaarmaking van lijsten, waarvan waarschijnlijk geen gebruik zal gemaakt worden; beide hebben ten doel, de gemeentegelden te besparen.

Het is waarschijnlijk dat, had de Kamer reeds nu het ontwerp van herziening van het Kieswetboek kunnen behandelen, het voorstel-Pepin kon aangenomen geweest zijn; de hoofdzakelijkste bepalingen van de herzieningsregeling zouden gekend geweest zijn; de gemeentebesturen zouden elken dag de gegevens hebben kunnen verzamelen tot het opmaken, in 1924, van de lijsten, waarvan zou gebruikt gemaakt worden voor de verkiezingen in 1925.

Dat is niet het geval; het is weinig waarschijnlijk dat met het voorbereiden der lijsten voor 1925 een aanvang zal kunnen gemaakt worden vóór Juni 1924.

Nu, in België heeft men de nauwkeurigheid der lijsten te danken vooral aan het feit, dat het publiek — met andere woorden, de politieke vereenigingen — over eene lange tijdruimte beschikt om de gegevens daarvan na te gaan. Wil men bijgevolg dat de gemeentebesturen de taak kunnen volbrengen, die hun is opgelegd tusschen 1 Juni en 3 September 1924 — deze termijnen zal men inderdaad moeten in acht nemen, indien het Kieswetboek niet herzien werd — dan moet de herziening in 1923 grondiger geschieden dan in 1922.

Om deze reden heeft de Middenafdeeling de eer u voor te stellen, den tekst van het door de Regeering voorgelegd eenig artikel aan te nemen.

Uwe Middenafdeeling stelt er echter prijs op, te doen opmerken dat de voorgestelde aanneming slechts een voorloopig middel is, door de omstandigheden opgelegd. Het is niet geraten dat de herziening der kiezerslijsten uitsluitend geschiede naar de beslissingen van de gemeentebesturen en de bezwaren, bij de colleges van burgemeester en schepenen ingediend. De openbare rechtsvordering moet kunnen ingesteld worden voor rechtscolleges, die van het kiezerskorps niet

afhangen. Ook heeft uwe Middenafdeeling zich met het ontwerp van de Regeering vereenigd alleen omdat de herziening in 1923 uitsluitend zal gelden als voorbereiding van de herziening in 1924, waarbij men lijsten zal bekomen, waarvan werkelijk zal gebruik gemaakt worden.

In den tekst, voorgesteld door de Regeering, brengt uwe Commissie eene wijziging.

Naar luid van artikel 69, § 2, van het Kieswetboek moet een afschrift der lijsten op elk politiecommissariaat in elke gemeente en op de gemeentesecretarie neêrgelegd worden.

Mocht men deze bepaling geheel handhaven, dan zou men, in de groote steden, talrijke-exemplaren van de lijst moeten opmaken.

Het volstaat dat de lijst neêrgelegd worde in een lokaal, waar het publiek er kennis van nemen kan; op dit gebied wordt het publiek in de meeste gevallen vertegenwoordigd door de afgevaardigden van de politieke vereenigingen.

Ook stelt uwe Middenafdeeling u voor, te beslissen dat aan den tekst van de Regeering, tusschen lid 4 en lid 3, zal toegevoegd worden : *Bij afwijking van artikel 69, lid 2, moet een afschrift van de lijsten niet op de politiecommissariaten neêrgelegd worden.*

Dit verslag werd door de leden der Middenafdeeling eenparig goedgekeurd.

De Verslaggever,
LIONEL PUSSEMIER.

De Voorzitter,
L. BERTRAND.

ANNEXE AU N° 331.

Rapport sur la proposition de loi dispensant les administrations communales de publier, par affiches ou en autographie, les listes électorales en 1923, n° 251.

**TEXTE PROPOSÉ
PAR LA SECTION CENTRALE.**

ARTICLE UNIQUE.

Il ne sera procédé en 1923 à la revision des listes électorales dans les formes prescrites par le titre III du Code électoral.

Il sera toutefois fait application des articles 54 à 69; 73 à 79^{bis}; 81, 82, 89 et 89^{bis} du Code électoral sauf les modifications qu'entraînent la suppression des votes supplémentaires et la réduction de la durée du domicile, ainsi que des articles 4, 5 et 6 de la loi du 15 avril 1920 en tant qu'il s'agit de la formation des listes provisoires et définitives des électeurs communaux.

Les copies des listes qui, aux termes des articles 69 et 87, doivent être soumises à l'inspection du public et transmises au Commissariat d'arrondissement, peuvent être constituées au moyen d'exemplaires des listes en vigueur rectifiées à la main.

Elles sont certifiées conformes à l'ori-

BIJLAGE VAN N° 331

Verslag over het wetsvoorstel, waarbij de gemeentebesturen in 1923 worden ontslagen van de openbaarmaking der kiezerslijsten door plakbrieven of in autographie, n° 251.

**TEKST VOORGESTELD
DOOR DE MIDDENAFDEELING.**

EENIG ARTIKEL.

Er wordt, in 1923, niet overgegaan tot de herziening der kiezerslijsten op de wijzen voorgeschreven door titel III van het Kieswetboek.

Worden evenwel toegepast de artikelen 54 tot 69; 73 tot 79^{bis}; 81, 82, 89 en 89^{bis} van het Kieswetboek, behoudens de wijzigingen ten gevolge van de opheffing der bijstemmen en de vermindering van den duur van het domicile, alsmede de artikelen 4, 5 en 6 der wet van 15 April 1920 voor zooveel het betreft het opmaken van de voorloopige en definitieve lijsten der gemeenteraadskiezers.

De afschriften der lijsten, die, naar luid van de artikelen 69 en 87, ter inzage van het publiek moeten gelegd en aan het arrondissementscommissariaat overgemaakt worden, kunnen opgemaakt worden door middel van exemplaren der van kracht zijnde en met de pen verbeterde lijsten.

Zij worden met het oorspronkelijke

ginal par le bourgmestre ou par l'échevin qui a la revision des listes électorales dans ses attributions et indiquent le nombre exact des électeurs inscrits.

Par dérogation à l'article 69, le dépôt d'une copie des listes aux commissariats de police n'est pas obligatoire.

Les listes définitivement arrêtées en exécution de la présente loi serviront de base, lors de la prochaine revision, au travail à effectuer par les collèges des bourgestre et échevins conformément à l'article 55.

La notification, qui en vertu de l'article 85 doit être faite aux électeurs rayés, ne sera effectuée que si la radiation est maintenue, lors de la prochaine revision des listes électorales.

eensluitend verklaard door den burgemeester of door den schepen, tot wiens bevoegdheid het herzien der kiezerslijsten behoort, en vermelden het juist getal der ingeschreven kiezers.

Bij afwijking van artikel 69 moet een afschrift van de lijsten niet op de politie-commissariaten neêrgelegd worden.

De lijsten, ter uitvoering van deze wet voorgoed gesloten, worden, bij de eerstkomende herziening, tot grondslag genomen voor het werk, dat, overeenkomstig artikel 55, door de colleges van burgemeester en schepenen moet verricht worden.

De beteekening, die krachtens artikel 85 moet gedaan worden aan de geschrapte kiezers, geschiedt alleen dan wanneer de schrapping gehandbaafd blijft bij de eerstkomende herziening der kiezerslijsten.